

RIES

EPEE, avenue de l'

---

*Archives Municipales  
de Montréal*

---

Si vous vous dépos-  
sédez de ce document  
veuillez en prévenir  
sans retard  
L'ARCHIVISTE

If you give away this  
document, please ad-  
vise, without delay,  
the  
ARCHIVIST

Avenue de L'ÉPÉE

Avenue de l'ÉPÉE

Ci-devant: avenue Greenshields

From The Gazette of Twenty-five  
Years ago, Monday, May 19, 1913.

The residents of de l'Épée avenue  
Outremont, have sent an exten-  
sively signed request to the council  
to have the name of the avenue changed,  
maintaining that it is too diffi-  
cult to pronounce and to spell and  
that on that account letters are con-  
tinually being misdirected. Proof  
of their contention is seen in the  
petition itself, in which the name  
has been misspelled several times.

Va sur chemins de la Côte-  
Ste-Catherine à l'ave Richerme  
dans Outremont et  
de l'ave Beaumont sur  
boulevard Crémoye dans montréal

### Origine du nom

abbé Charles-Michel de l'Épée  
(né à Versailles en 1712, le c. d. à  
Paris en 1789) - fondateur de  
l'Institut des Sourds-muets  
auquel <sup>il a fait</sup> se faire comprendre  
au moyen d'un langage de signes.

La réputation se répandit en France  
et dans toute l'Europe. Deux ans  
après sa mort le gouverneur français  
décida que son nom devant  
être inscrit parmi ceux des  
bienfaiteurs de l'humanité.

Le nom de l'Épée fut d'abord  
posé à la section de cette rue  
située sur le territoire de la Cité  
d'Outremont - sa continuation  
dans la ville de montréal s'appelait  
à l'origine ave Greenfield et reçut  
la désignation d'ave de l'Épée le 17 janv. 1927

~~Vo~~



EPEE, avenue de L'

Ainsi appelée le 17 janvier 1927.

Va de l'ave. Beaumont au Blvd Crémazie.

APPELEE

Greenshields, ave.

de l'Epée, ave.

E N J E R A A

du procès-verbal de l'assemblée mensuelle ajournée du Conseil municipal de Montréal, tenue le lundi, 17 Janvier 1927.

o-o-o-o-o-o-o-o

Soumis et lu le rapport suivant de la Commission des Noms de rues recommandant le changement du nom ou l'appellation de certaines rues, etc.

LA COMMISSION DES NOMS DE RUES

a l'honneur de faire rapport que, conformément aux instructions du Conseil, elle a pris en délibération certaines recommandations relatives au changement du nom de certaines rues, etc.

Qu'elle a consulté à ce sujet les échevins des quartiers intéressés et, après avoir obtenu leur assentiment aux changements qu'elle désirait faire, elle recommande que les noms de rues, etc., suivants soient changés de la manière ci-après indiquée, savoir:

<u>NOM ACTUEL</u>	<u>QUARTIER</u>	<u>NOM SUGGERE</u>	<u>HISTORIQUE</u>
.....	.....	.....	.....
Greenshields (ave)	St-Jean	DE L'EPEE, (ave)	Prolongement de de l'Epée

RESPECTUEUSEMENT SOUMIS,

Salle des délibérations  
de la Commission  
Hôtel de ville,  
Montréal, 17 novembre 1926

(Signé) Léon Trépanier,  
Président  
" " Arthur Angrignon,  
" " Joseph Mercure  
" " J.-N. Drummond

Sur la proposition de M. l'échevin Trépanier,  
Appuyée par M. l'échevin Bédard, il est

RESOLU: Que ledit rapport soit adopté.

-----  
NOTE: On trouvera l'original du rapport  
ci-dessus en consultant le dossier  
ci-après:

1927 - Année  
1  
RUES  
Dénomination

22-10-1927 Archives  
Collectifs

### Home to go

**I**T MUST be unnerving to hear through the grapevine that your house is to be expropriated and not to be able to find out when.

S. M. told us he heard recently that the house which he and two other people bought two years ago for \$63,000 at the corner of Ogilvy Ave. and De L'Epée is to be expropriated to make way for a park.

When he called City Hall, the news was confirmed but nobody could tell him when the expropriation would take place.

Our reader said he is not only afraid that he will lose a lot of money, but is also uncertain what to tell tenants of an apartment he rents in the house and whose lease expires in May.

Star Action contacted City Hall and learned that expropriation would take place this year, although no firm date had been set. At the same time we were told that home owners are usually given three months notice that they will have to move.

Of course, our reader can either accept the compensation offered by the city at that time, or take the matter to court.

As for his tenants, we have advised him that, on the expiry of the lease, he should rent the apartment on a month-to-month basis only.

Our reader is not, of course, overjoyed that his home is to be taken from him in order to build a park. He tells us that he and the other two owners are students who purchased the property in order to secure their savings.

Still, at least he has a clearer idea of where he stands.

R 3251.2

- EPEE, Avenue de l'

13800000000





## Vingt familles sur le pavé à Outremont

(PC) — Une vingtaine de familles ont été jetées sur le pavé lors d'un violent incendie qui a ravagé un pâté de maisons à logements, hier, à Outremont, sur l'île de Montréal.

L'incendie a pris naissance vers 8h30 dans un hangar en arrière d'un immeuble situé au 746 rue de l'Épée. Il s'est ensuite propagé à plusieurs autres maisons.

Visiblement débordés, les pompiers d'Outremont ont dû faire appel à leurs confrères de plusieurs muni-

cipalités voisines.

Il leur aura finalement fallu environ quatre heures pour prendre le contrôle de la situation.

Plusieurs résidents du secteur ont blâmé les sapeurs, leurs reprochant d'avoir trop tardé à combattre les flammes par l'arrière des édifices.

Les policiers n'écartaient pas hier l'hypothèse d'un incendie criminel. Une enquête a été instituée.

Heureusement, il n'y a pas eu de blessé.

Le feu dévaste vingt logements à Outremont

## Les sinistrés blâment les pompiers

Suzanne Colpron

Un petit feu de hangar, survenu tôt hier matin au 749 B de l'Épée à Outremont, a vite pris des proportions inquiétantes et dévasté plus de 20 unités de logements, jetant autant de familles sur le pavé sans que personne ne leur vienne en aide.

«C'est scandaleux», s'est écriée Michelle Tremblay, dont le logement n'est plus qu'un amas de cendres. «Les pompiers ont laissé courir les flammes pendant des heures avant d'appeler du secours.»

Vers 8 h 30, un voisin a aperçu de sa fenêtre une épaisse fumée qui s'échappait d'un hangar, à l'arrière de l'édifice à appartements. Il a aussitôt alerté les pompiers de la municipalité d'Outremont, qui sont arrivés

sur les lieux du sinistre quelques minutes plus tard.

«À voir la rapidité avec laquelle ils combattent l'incendie, c'est tout le paté de maisons qui va y passer», a lancé un badaud, sur un ton ironique.

Sept sapeurs tentaient vainement de maîtriser le brasier à l'intérieur de l'immeuble, tandis que les flammes se propageaient à toute vitesse à l'extérieur, courant sur les toits. La situation empirait de minute en minute. Huit édifices de trois appartements ont été évacués.

### Trois heures

Les pompiers ont mis trois heures avant de s'attaquer aux flammes qui faisaient rage dans la ruelle. Un immense «bouchon» de fumée noire obstruait complètement la vue. Vers

11 h 30, un mur de brique s'est effondré. Au même moment, le maire suppléant d'Outremont, M. Akos de Muszka, accourait sur les lieux, visiblement en colère. «Ça n'a aucun sens», a-t-il dit. Je vous autorise à demander l'aide des pompiers de Montréal.»

Le directeur du bureau des incendies d'Outremont, Claude Tremblay, n'a toutefois pas obtempéré à cette demande, jugeant que les effectifs étaient suffisants. Les pompiers de cinq municipalités sont venus prêter main forte vers 10 h 30, en vertu d'une entente d'entraide entre les villes de Mont-Royal, Westmount, Côte Saint-Luc, Hampstead et ville Saint-Laurent. Près de 70 pompiers ont combattu l'incendie pendant plus de dix heures. Deux camions munis d'une grande échelle, cinq camions

pompes, une unité de secours et une unité de ravitaillement barraient le chemin entre les rues Lajoie et Van Horne. Les policiers n'écartent pas l'hypothèse d'un incendie criminel.

### Demande d'éclaircissement

Gilles Champagne, conseiller à l'hôtel de ville d'Outremont, a l'intention de demander au bureau des incendies de fournir des éclaircissements sur le déroulement des opérations. «C'est tout à fait insatisfaisant», a-t-il déclaré. «J'aimerais bien savoir combien de temps s'est écoulé avant que la première goutte d'eau soit lancée. Une des victimes a filmé l'incendie avec une caméra vidéo. On examinera ça de près», a-t-il ajouté.

## La plupart des sinistrés sont sans le sou

**Suzanne Colpron**

«J'avais passé la nuit à dessiner et je venais de préparer mes deux enfants pour l'école, lorsque j'ai entendu le feu crépiter dans la pièce du fond. Je suis sortie dehors sans chaussures, en attendant que les pompiers arrivent. J'étais débousso-

lée. C'est la première fois qu'une chose pareille m'arrive», a déclaré Debora Chapman, qui résidait jusqu'à hier au 749 B de l'Épée.

Originaire de l'Argentine, Mme Chapman occupait ce logement avec sa soeur depuis son arrivée au Québec, voilà deux ans. Étudiante aux

Beaux-Arts, elle se retrouve dépossédée de tous ses biens et sans le sou. «Personne ne m'a offert de m'aider ou de m'héberger. J'ai tout perdu. Je n'avais pas d'assurances», a-t-elle dit.

Une locataire de l'édifice voisin, dévasté par l'eau et le feu, a égale-

ment tout perdu. «Je n'ai pas réussi à sauver quoique ce soit. Je suis sortie avec mon enfant sous le bras, un bambin de 2 ans. Les trois autres étaient partis à l'école», a raconté Benenice Edwards, qui assure la garde de quatre enfants placés en foyer d'accueil.

### Quelques papiers et le chat

Une locataire, traductrice de son métier, a tout de même rescapé quelques papiers et son chat. «Mais heureusement, a-t-elle dit, j'avais des assurances.» Ce qui n'était pas le cas pour la majorité des familles sinistrées.

Les maisons touchées par les flammes ont été construites dans les années 1940. Les coupe-feu, destinés à freiner la propagation des flammes, n'ont pas résisté bien longtemps. Le feu s'est infiltré dans les différentes couches du plafond et s'est propagé de toit en toit.

Une vingtaine d'appartements ont subi de lourds dommages matériels, causés par le feu, l'eau et la fumée. «Mais on pense que la majorité des logements sont récupérables», a déclaré le directeur du service des incendies de la ville d'Outremont, Claude Tremblay, en poste depuis trois ans. Il n'y a eu aucun blessé.



# Paniqués, les gens réclamaient du renfort

## Quatre maisons rasées rue de l'Épée

MARTHA GAGNON

■ « Appelez les pompiers de Montréal, ça brûle trop! »

Pris de panique, plusieurs résidents de la rue de l'Épée, à Outremont, réclamaient du renfort, hier matin, en voyant l'incendie se propager à travers les toitures de six immeubles de trois étages, abritant plus d'une vingtaine de logements.

Debout au milieu de la rue, le directeur du service des incendies d'Outremont, M. Claude Tremblay, restait sourd aux cris des mécontents. « Il y a suffisamment d'hommes; on fait de notre mieux », répétait-il à la ronde.

Deux conseillers municipaux, Akos de Muszka et Gérard Pelletier, le suivaient pas à pas. « N'hésitez pas à demander l'aide des pompiers de Montréal; je vous y autorise. Les gens s'énervent. Il y a plus de deux heures que ça brûle! », disaient-ils, inquiets eux aussi.

Les pompiers de Montréal ne sont jamais venus; le directeur n'a pas voulu. D'ailleurs, qu'auraient-ils pu faire de plus à ce moment-là? L'incendie vorace avait déjà atteint son point culminant. Quatre bâtiments étaient lourdement endommagés; il ne restait que les murs de brique.

Heureusement, l'évacuation des gens s'est effectuée sans difficulté. Certains ont même réussi à sortir leurs meubles. On a vu des hommes transporter une grosse horloge grand-père tandis qu'une femme fuyait son immeuble avec des sacs remplis de vêtements et de souvenirs. Sur les balcons des maisons voisines, il y avait des sofas, des tables, des lampes, etc.

La plupart des victimes sont de conditions modestes. Parmi elles se trouvent plusieurs familles monoparentales.

Tout cela avait pourtant dé-

buté par un feu de hangar, d'apparence anodine, au troisième étage, vers 8 h 30. « On était certain que tout se terminerait rapidement », dit Michèle Tremblay, l'une des locataires, qui reproche aux pompiers d'Outremont d'avoir mis trop de temps à s'organiser et à attaquer le feu.

Avec d'autres, elle envisage d'intenter un recours collectif contre la ville et le service des incendies. « Nous pensons qu'il y a eu un manque d'efficacité. C'est scandaleux! »

Mme Debora Chapman, mère de deux enfants, étudiante en arts plastiques, a tout perdu. Originnaire d'Argentine, elle habite le Québec depuis seulement deux ans. Comme plusieurs autres locataires, elle n'a pas d'assurances. Ce qu'elle trouvait le plus scandaleux hier, c'est que personne ne se souciait de son sort. Elle n'avait vu aucun représentant de la ville.

Les pompiers d'Outremont, semble-t-il, n'étaient pas assez nombreux au début, de sorte que le feu a vite pris des proportions incontrôlables. Dans les premiers instants, ils étaient cinq, dont deux seulement ont

pu commencer à combattre l'incendie. Les autres s'occupaient des équipements. Il n'y avait alors qu'une échelle et un camion-pompe. Deux pompiers qui patrouillaient sont vite arrivés sur les lieux, mais l'incendie avait déjà considérablement progressé.

Au fur et à mesure que les flammes s'enflaient, les effectifs augmentaient. Les pompiers de municipalités voisines, à l'exception de Montréal qui ne fait pas partie du service d'entraide, ont été appelés à la rescousse. Au plus fort de l'incendie, vers 10 h 30, ils étaient plus de soixante. Plusieurs travaillaient à percer les toits pour isoler le feu. Les pompiers de Saint-Laurent avaient apporté une deuxième échelle. On a mis plus de quatre heures à maîtriser les flammes.

### Des conditions difficiles

Imperméable aux critiques, le directeur du service des incendies d'Outremont affirme qu'il n'a absolument rien à se reprocher. « On a travaillé dans des conditions difficiles: il y avait de la neige sur les toits et les balcons; le feu courait d'un toit à l'autre. On a fait ce qu'on a pu. »

A ceux qui se demandaient pourquoi les pompiers avaient combattu l'incendie à l'avant plutôt qu'à l'arrière des maisons, dans la ruelle, là où il avait débuté, le directeur Tremblay et d'autres pompiers répondent: « C'est la seule technique à utiliser dans de tels cas, pour enrayer la propagation ».

Le président de l'Association des pompiers de Montréal, Michel Lefebvre, n'est pas surpris des difficultés qu'ont connues ses collègues d'Outremont. « Le problème de ces petites municipalités est le même depuis toujours. Elles n'ont pas suffisamment d'effectifs pour intervenir efficacement dès le début du feu. Pourtant, ce sont les trois premières minutes qui sont les plus importantes. Après, le feu double d'intensité à toutes les trente secondes. »

M. Lefebvre ajoute que ces municipalités ont, toutefois, peu d'incendies. « C'est pourquoi celui d'hier a soulevé autant de réactions dans la population. »

Les pompiers d'Outremont ne font jamais appel au service d'incendie de la ville de Montréal. S'ils le faisaient, ils devraient en payer la note.





Le feu courait d'un toit à l'autre.

PHOTO ROBERT NADON. LA PRESSE

LA PRESSE, MONTRÉAL, JEUDI 5 MARS 1987

# General-alarm fire destroys 21 Outremont homes

By ELOISE MORIN  
of The Gazette

Residents criticized the efficiency of the Outremont fire department yesterday after a fire that started in a shed left 21 families homeless.

No one was injured in the blaze, which started around 8:30 a.m. behind 746 de l'Épée St., between Van Horne Ave. and Lajoie St.

It ballooned into a general alarm fire that destroyed six tri-

plexes and damaged two others.

The possibility of arson is being investigated.

Claire Brisson, who lived on the second floor at 742 de l'Épée, said the fire started in the back "and they were trying to put it out from the front."

"Six buildings going up in smoke when there is no wind is inconceivable."

Outremont Fire Chief Claude Tremblay said firemen had to fight it from the front.

"People don't realize that the

only way to fight such a fire is to go inside the buildings and try to push the fire out."

Deborah Chapman, who lived on the third floor, ran out into the street in her bare feet after she opened the back door of her apartment and saw a huge cloud of black smoke.

"I called a friend and asked him to call the fire department because I didn't know what to do," Chapman said. "He told me to grab whatever I could but I was in such shock that I couldn't

pick up anything."

Neighbors lent Chapman socks and boots.

Acting mayor Akos Demuska said firefighters were hindered by snow which made the roofs of the buildings slippery and blocked balcony doors.

Police at Station 32 said last night 11 fire trucks and 47 firefighters were called to the fire, which took six hours to control.

Tremblay said he got the call at 8:30 a.m. and was on the scene with trucks minutes later.

Tremblay said he called for help from the suburbs' mutual-aid network, which includes the cities of Westmount, St. Laurent, Cote St. Luc, Hampstead and Town of Mount Royal.

The fire spread quickly and by 1:30 p.m. the roof over six triplexes collapsed, taking with it one fireman, who was unhurt.

George Pololos of the Sun Youth Organization said accommodations for 12 people had been arranged at the Bonaventure Hilton and the Holiday Inn.

# CONFLAGRATION À OUTREMONT

Un banal incendie dans un hangar a dégénéré en une conflagration qui a détruit, hier matin, six immeubles d'Outremont, à cause de «l'incompétence des pompiers» disent les citoyens.

Michel Auger

De nombreux résidents de la rue de L'Épée, autant les victimes de l'incendie que leurs voisins, accusaient à qui mieux mieux les pompiers pour n'avoir pas réussi à circonscrire les flammes plus rapidement.

Il aura fallu plus de six heures à une trentaine de pompiers pour maîtriser les flammes qui ont causé pour plusieurs centaines de milliers de dollars de dégâts.

Les policiers de la Communauté urbaine de Montréal ne rapportent aucun blessé, ni parmi les occupants de la vingtaine de logements détruits, ni chez les pompiers.

Interrogé sur les lieux de l'incendie, le procureur d'Outremont, M. Akos de Muszka, a défendu l'action des pompiers municipaux. «Ils

ont fait ce qu'ils pouvaient dans les circonstances», a-t-il dit.

Soulignant que la lutte contre le feu a été gênée par l'accumulation de neige sur les balcons, notamment, le conseiller municipal a dit que certains citoyens devraient partager le blâme.

«Regardez les pompiers sur le balcon, a-t-il dit à notre reporter, pendant qu'ils enlèvent la neige, il ne leur est pas possible d'arroser le feu. Nous devons presque supplier les citoyens pour qu'ils enlèvent la neige de leurs balcons et toitures. C'est malheureux, mais les pompiers ne sont pas les seuls responsables.»

Pour le chef des pompiers d'Outremont, M. Claude Tremblay, les critiques des citoyens sont injustifiées.

«C'est à cause du type même de construction

## Six immeubles sont détruits



Photo Luc BÉLISLE

L'une des sinistrés, Mme Michelle Tremblay, en avait long à dire sur la lenteur des pompiers.

que les flammes ont pu se propagées si rapidement», a-t-il déclaré au *Journal*.

Le directeur a affirmé que l'équipe normale des pompiers était intervenue rapidement. «Sept ou huit pompiers sont

arrivés sur place dans les minutes qui ont suivie l'alerte», a déclaré M. Tremblay.

Le feu a été signalé vers 8 h 30 dans un hangar au troisième étage, à l'arrière du 746, rue de l'Épée.

Les témoins ont dit que les premiers pompiers avaient mis «beaucoup de temps» à s'installer et que les renforts ont tardé à venir.

Les pompiers d'Outremont ont effectivement demandé l'aide de leurs collègues de Saint-Laurent qui sont arrivés rue de l'Épée plus d'une heure après le début du sinistre.

Les flammes se sont rapidement propagées par les toits à six immeubles comprenant au total vingt et un logements.

Les immeubles situés entre le 740 et le 758 de la rue de l'Épée ont été, soit partiellement, soit complètement détruits par les flammes. Les toitures d'au moins deux des immeubles se sont écroulées.

Dix des familles évacuées ont été relogées temporairement par l'organisme Jeunesse au Soleil.

Une enquête a été instituée pour déterminer l'origine de l'incendie.



Photo Luc BÉLISLE

Le procureur d'Outremont, M. Akos de Muszka, a défendu l'action des pompiers.



L'incendie a débuté à l'arrière des immeubles.

Photo Luc BÉLISSE

## Pompiers incompetents?

**(MA) «Les pompiers de la ville d'Outremont, c'est une bien triste farce. Ils étaient en avant de l'immeuble pendant que le feu était à sa pleine force dans la ruelle.»**

Mme Michelle Tremblay, une jeune mère de famille en convalescence, ne se gênait pas pour commenter l'inefficacité totale de nos pompiers.

Cette sinistrée, comme plusieurs de ses voisins, ne mâchait pas ses mots envers les sapeurs qu'elle a carrément accusés d'incompétence.

Installée avec quelques autres

personnes sur un balcon en face de chez elle, Mme Tremblay a raconté qu'elle ne pouvait toujours pas comprendre, trois heures après le début de l'incendie, comment les flammes avaient ainsi pu dégénérer en un sinistre majeur.

«Le camion des pompiers de Saint-Laurent attendait au coin de la rue pendant que les pompiers d'Outremont en avaient plein les bras, dit la jeune femme.

«Comment expliquer un tel délai? Je ne peux pas», a-t-elle dit à notre reporter.

Protégée par une assurance-incendie, Mme Tremblay, espère ne pas trop perdre d'argent dans ce triste feu. «Heureusement que

personne n'a été blessé», dit-elle.

Son voisin, Daniel Corbeil, n'arrivait non plus à expliquer tout cela.

«On nous disait de ne pas bouger nos meubles, puis une autre personne nous demandait de le faire. Les pompiers semblaient dépassés par les événements.»

Pendant que certains sinistrés faisaient le guet devant quelques meubles entassés dans la neige, un autre, choqué, remarquait avec stupéfaction qu'un camion de pompiers était enfin arrivé dans la ruelle.

Il était presque midi, soit plus de trois heures après la découverte des flammes.





Photo Luc BÉLISLE

Plusieurs des occupants des immeubles détruits ont eu le temps de sauver des objets de valeur, dont cette horloge grand-père.

## Outremont: les pompiers protestent

■ Le président du syndicat des pompiers d'Outremont n'a guère apprécié que les sapeurs soient traités d'incompétents, à la suite de l'incendie qui a détruit plus d'une vingtaine de logements, rue de l'Épée, mercredi.

« On a fait tout ce qu'on pouvait avec les moyens qu'on avait », déclarait Jean-Louis Renaud, hier. Il admet cependant que les pompiers étaient peu nombreux au début de l'incendie. « Nous suivons les directives et la procédure établie par nos supérieurs. S'il y a un problème d'effectifs, ce n'est pas de notre faute. Tout ce que je peux vous certifier, c'est que les pompiers ont travaillé sans relâche pour combattre l'incendie. »

À son avis, le problème est le même que dans toutes les petites municipalités où les pompiers ne sont pas assez nombreux et les techniques parfois différentes de l'une à l'autre. La solution serait d'intégrer tous les services d'incendie de l'île de Montréal, comme le recommandait un rapport, il y a dix ans.

« Les gens vont se plaindre encore ; la situation n'est pas près de changer. C'est une affaire politique », explique le président. Quant à la compétence de ses membres, il précise seulement qu'ils ont en moyenne 15 années d'expérience.

Mercredi, plusieurs résidents d'Outremont se plaignaient du manque d'efficacité de leur service d'incendie pendant que les flammes dévoraient les toitures de quatre immeubles résidentiels.

## LES POMPIERS D'OUTREMONT RÉPLIQUENT

**«Nous ne sommes pas des incompetents et nous ne sommes surtout pas responsables de l'ampleur de l'incendie survenu mercredi rue de l'Épée.»**

---

*Michel Auger*

---

Le président du syndicat des pompiers d'Outremont, M. Jean-Louis Renaud, est catégorique. «Nos hommes sur les lieux du feu ont bien fait leur travail, a-t-il déclaré hier. Toutefois, il n'y avait que cinq pompiers sur les lieux.»

Cet incendie qui paraissait minime à ses débuts a dégénéré en une conflagration qui a détruit une vingtaine de logements repartis dans six immeubles de trois étages.

Sans vouloir jeter le blâme sur l'administration outremontaise, M. Renaud n'a pu s'empêcher de comparer la façon d'opérer de son service avec celui de la ville de Montréal.

«Lors d'un appel pour un incendie à Montréal ils sont au moins une quinzaine de pompiers. Chez nous, c'est trois fois moins. Tous les experts dans la lutte contre les incendies vous le diront, ce sont les premières minutes qui sont les plus importantes.»

M. Renaud estime que les élus municipaux devraient se concerter afin d'améliorer les mesures de protection contre les incendies.

«Dans les syndicats de pompiers nous sommes d'accord avec une meilleure communication entre les services, a ajouté le président. À Outremont, nous avons souvent demandé que, tout comme la police, les services d'incendie soient unifiés sur l'île de Montréal.»

M. Renaud a cité un cas récent où un incendie s'était déclaré à quatre rues du poste de pompiers d'Outremont.

«Nous ne sommes pas intervenus car c'était sur le territoire de la ville de Montréal. C'est illogique.»

Le responsable syndical a admis que l'idée de cette intégration rencontre une forte opposition de la part des élus municipaux.

## Demande d'enquête sur le feu de la rue de l'Épée

Un groupe de citoyens d'Outremont, piloté par le conseiller indépendant Gérard Pelletier, exige une enquête publique et indépendante sur l'incendie de l'avenue de l'Épée, survenu le 4 mars.

**André Gilles**

«Une pétition qui a commencé à circuler samedi a recueilli quelque trois cents signatures

jusqu'à maintenant», rapporte M. Pelletier.

Elle sera accessible à tous.

Des citoyens se chargent de la faire signer de

porte en porte.

Outremont, dont la population est d'environ 22 800 personnes, a fort mal réagi, il y a quelques jours, lorsqu'elle a appris

qu'un feu de hangar avait dégénéré en incendie majeur touchant neuf triplex.

Vingt-et-une familles ont été délogées.

Le conseiller Pelletier croit que le maire Jérôme Choquette devra commander une enquête spéciale lorsque la péti-

tion publique lui sera remise à l'occasion d'une assemblée, le 6 avril.

«Les citoyens veulent savoir ce qui s'est passé exactement», a dit M. Pelletier hier lors d'une entrevue téléphonique accordée au *Journal*.

«Comment un incendie de hangar qui a pris naissance un matin par beau temps pouvait-il se propager de la sorte quand les pompiers sont arrivés rapidement sur place», se demande le conseiller.

M. Pelletier ajoute que l'objectif de la requête est de s'assurer qu'à l'avenir, Outremont sera mieux protégée.

Il croit aussi qu'en collaborant à une enquête publique, la Ville pourrait éviter à ses citoyens d'éventuelles hausses de primes d'assurance-feu à cause de cet incendie.

La Ville a reçu quelques poursuites en rapport avec l'incendie de l'avenue de l'Épée, qui aurait fait des dommages de près d'un million de dollars.

L'énigme autour de l'incendie repose sur le fait qu'il se serait écoulé près d'une vingtaine de minutes entre l'arrivée des pompiers et l'utilisation du premier jet



## Mutual-aid firefighting needs update

The March 17 letter of R.L. Hodgson, titled "Fight fires with co-operation," suggested the Montreal fire department participate in a mutual aid system with fire departments scattered throughout the island.

It also stated that "the central city suburbs have six fire departments that they can count on" and illustrates just how misinformed people are about mutual-aid fire protection.

On March 5 you reported that 21 homes were destroyed in Outremont; fire terminology such as general alarm fire and mutual-aid network were used to describe the incident, which can also mislead the public in believing that an

army was present to combat the fire.

The public should be informed that at the fire at 746 de l'Épée, general alarm meant a first response of seven men, according to the fire chief, and only five men as was reported to the media by the union president.

Mutual-aid network, as immense as it may sound, was an additional response by five cities, each dispatching only three men and one officer in pumpers and service vehicles, with estimated time of arrivals varying between 10 and 20 minutes.

All fire fighting experts will tell you that the first few minutes of any fire are of the utmost importance.

Should this same incident have occurred 500 feet east of de l'Épée St., in Montreal, a general alarm would have meant a first response of two fire stations consisting of 16 or more men with a constant flow of personnel and equipment to the scene, totalling 85 to 100 men within 10 minutes.

Mutual-aid began in the 1960s and in some cases served its purpose. We are now heading towards the 1990s and cities involved in mutual-aid structures must acknowledge that major changes are required.

JEAN THIFAUT  
Le Comité Exécutif  
Pompier Local 2601  
Mount Royal

## Les terrains expropriés

# L'INCENDIE, RUE DE L'ÉPÉE: CHOQUETTE NE VEUT PAS DE COMMISSION D'ENQUÊTE

Le maire d'Outremont, Jérôme Choquette, a refusé hier soir qu'une commission d'enquête soit formée pour étudier le travail effectué par les pompiers lors de l'incendie de la rue de l'Épée qui a jeté dix-huit familles sur le pavé le 4 mars.

*Jean-Maurice Duddin*

Les citoyens, menés par les sinistrés des logements situés entre le 738 et le 748, rue de l'Épée, ont présenté hier soir une pétition de 1 800 signatures au conseil municipal.

Le texte de la pétition pose la question de l'efficacité du système téléphonique, de la structure du service de protection d'incendie, des techniques d'intervention déployées et de la validité de l'entente d'aide mutuelle entre municipalités.

Les instigateurs de la pétition ont soutenu qu'une commission d'enquête indépendante pourrait établir clairement s'il y a eu faute ou non de la part des sapeurs outremontois.

Si ce n'est pas le cas, ont déclaré les citoyens, que ce soit prouvé afin de rassurer la population qui craint une autre catastrophe du genre.

Le 4 mars au matin, les pompiers outremontois ont été appelés à combattre un incendie de hangar. Le feu a pris de plus en plus d'ampleur pour se solder par la perte de six triplex.

### Contre la ville

Le maire Jérôme Choquette a répondu à la cinquantaine de citoyens présents que le service de protection est compétent et que les pompiers dépêchés sur les lieux ont fait tout ce qui était humainement possible pour combattre l'incendie.

Après avoir fait la nomenclature d'une série d'honneurs et des performances du service de lutte contre l'incendie, le maire a affirmé que la formation d'une telle commission irait à l'encontre des intérêts de la Ville.

La municipalité fait face, en effet, à une ving-



Jérôme Choquette

Photo d'archives-Alfred LANCÔT

taine de poursuites à la suite de cet incendie.

M. Choquette a préféré que les tribunaux tranchent la question et surtout ne pas faire le jeu de ceux qui veulent éventuellement poursuivre la Ville.

Le maire a soutenu que la propagation du feu est due à la déficience des coupe-feu qui n'étaient pas étanches.

réétudier la décision.

Le site a été choisi puisque, selon la loi des cités et villes, une municipalité peut exproprier à cause de la vétusté des lieux ou encore à la suite d'un incendie.

Il n'y a aucun autre terrain vacant disponible à Outremont, a précisé le maire Choquette.

### Expropriation

Les citoyens ont par ailleurs appris que cinq des six triplex seront expropriés pour permettre la construction d'habitations sociales.

Les propriétaires sinistrés se sont indignés de cette situation car ils veulent tous reconstruire.

Le maire s'est dit surpris. Il a déclaré qu'il va

# Le maire d'Outremont refuse une enquête sur l'incendie du 4 mars

**FLORIAN BERNARD**

■ Une requête comportant les signatures de près de 2 000 citoyens a été remise aux dirigeants municipaux d'Outremont, exigeant une enquête publique et indépendante sur l'incendie du 4 mars dernier, qui a jeté 21 familles sur le pavé et qui a causé pour plus de \$1 million de dommages matériels. Après avoir pris naissance dans un hangar, l'incendie a endommagé huit triplex.

Le maire Jérôme Choquette a toutefois refusé d'instituer une telle enquête, soulignant que plusieurs avis de poursuite ont été signi-

fies à la ville à la suite de cet incendie. L'enquête, selon lui, ferait entrave à la responsabilité des tribunaux qui seront éventuellement chargés de faire toute la lumière dans cette affaire. Dans une entrevue à *La Presse*, hier, M. Choquette a expliqué qu'il appartiendra aux tribunaux de convoquer des témoins ou des experts afin de déterminer le niveau de responsabilité qui incombe à la ville lors de cet incendie. « Une enquête dans le cas présent viendrait, en quelque sorte, court-circuiter la responsabilité des tribunaux », a ajouté le maire d'Outremont.

Dans leur requête, les citoyens demandent que l'enquête apporte des réponses à trois

questions précises : quel fut le délai entre le premier appel au feu et l'arrivée des pompiers sur les lieux du sinistre, quel fut le délai entre l'arrivée des pompiers et le premier jet d'eau lancé contre les flammes, quelle fut la méthode choisie par les pompiers pour circonscrire l'incendie?

Egalement interrogé par *La Presse*, l'un des membres du conseil, M. Gérard Pelletier, a déclaré qu'il met en cause le système de communications utilisé lors de sinistres. Les citoyens doivent d'abord signaler le 911. La centrale d'urgence communique ensuite avec le système d'entraide. Finalement, ce dernier informe le service local d'incendie.



Michel Barette, Françoise Lemaire at ruined home.

Gazette George Bird

## City to expropriate fire-damaged site

By MARIAN SCOTT  
of The Gazette

The city of Outremont will expropriate five buildings destroyed by fire on March 4, Mayor Jérôme Choquette said this week.

Choquette made public plans to expropriate the burned-out triplexes at 740-748 de l'Épée Ave. at a stormy council meeting Monday at which he rejected a 1,700-name petition demanding an inquiry into the fire.

But members of 18 families left homeless by the blaze vowed a long battle against the expropriation.

### In a rear shed

"I will use all legal means to oppose this cavalier act by the city of Outremont," Loc Huynh said.

The former residents want an inquiry to determine whether the fire department did all it could to control the fire that started in a rear shed and spread to six triplexes.

Investigators still haven't determined the cause.

"How did the fire spread so far?" asked Michel Barette, who was forced from his home of 11 years.

"The firemen didn't react," he said.

Alberto Rabilotte, a resident who reported the fire at about 8:30 a.m., said firefighters arrived within minutes but they did not start using hoses for at least 15 minutes.

"The fire was in the back alley, but there were no firemen in the alley for the first 15 to 20 minutes," Rabilotte said.

Choquette said firefighters knew what they were doing, adding that rotten fire-walls were to blame for letting the fire spread down the street.

"Our fire department is excellent," he said.



JEROME CHOQUETTE  
Has plans for housing

But independent councillor Gérard Pelletier wondered how a shed fire could destroy six dwellings and called for an inquiry to determine why firefighters remained at the front of the building, and how long they waited before using hoses.

### Housing on five lots

Choquette said the city plans to build housing for middle-income senior citizens on the five lots. However, apartments on the site will be available to former residents, he said.

Choquette said property damage caused by fire in Outremont dropped from \$549,000 in 1982 to \$102,000 in 1986.

With seven firefighters and two officers, Outremont has an average-sized fire department compared with other municipalities, he said.



## Outremont undecided on triplexes

Outremont will hold a public meeting Monday before deciding whether to expropriate five triplexes destroyed by fire in March.

"Council has not given a final notice of intention to expropriate," Mayor Jérôme Choquette assured the landlords this week.

The city has said it wants to replace the buildings on de l'Épée Ave with co-operative apartments for seniors.

The triplex owners, none of whom lived in the buildings, attended a council meeting this week and presented the city with two petitions — one signed by them and one by 183 area residents who support them.

"We all have incurred a severe hardship because of the fire on March 4. Why would you aggravate it by expropriating us?" the owners' petition asks.

Two city councillors, Akos de Muszka and Jacques Laurent, said they oppose the plan. But the eight other council members support it, Councillor Gérard Pelletier said.

On March 23, the city placed a right of reserve on the properties, preventing the owners from rebuilding until further notice.

"We want to do something, but the city doesn't want us to," owner Loc Huynh said. "We don't want anybody to take our land away from us."

But outside the council meeting, some owners swayed from their hard-line stance. If they were paid enough money to buy a similar building in Outremont, they might be willing to sell, they said.

Shortly after the fire, two of the owners accepted purchase offers. Later, however, they cancelled the \$220,000 deals.

## Nervous Outremont residents complain they can't get details on expropriation

A plan by Outremont to expropriate five burned-out triplexes on de l'Épée Ave. has some residents nervous.

It's bad enough living through a fire without having to live with the threat of expropriation later, Anne-Marie Chalifoux said at a public information meeting called by council this week.

"Everyone's afraid of having their home burn down, but in Outremont especially now that we know what else we could be faced with," the Bloomfield Ave. resident said.

### 'Still know nothing'

About 25 people attended the meeting Monday, but most went home frustrated and disappointed.

"We came with the understanding we'd get more information, but we still don't know anything," said Christine Labbé, who lost her triplex in the March 4 fire.

Mayor Jérôme Choquette had billed the event as public consultation on the expropriation plan.

The city wants to replace the triplexes with co-operative apartments

for seniors, but the buildings' owners say they want to rebuild.

Outremont has placed a reserve on the properties preventing the owners from rebuilding until the city makes up its mind what to do.

Speaking at a city council meeting last week, Choquette invited the triplex owners to attend this week's meeting to present their views.

But at the consultation meeting, chairman councillor Ludger Beauregard said that wasn't what the meeting was about at all.

"It's much too early to talk about the co-operative project," he said.

It's only at the discussion stage.

Beauregard, who is also chairman of the city's consultative committee on development, said the meeting was to inform citizens about a project to amend a bylaw to expand the city's expropriation powers.

Even though the amendment would have an effect on the co-operative project, it wouldn't affect that project only, he said.

Under Quebec's Cities and Towns Act, all cities can expropriate prop-

erty if it is to be used for municipal purposes.

But in an interview, Beauregard said it appears the co-operative project would not fill this condition.

An Outremont bylaw also allows the city to expropriate buildings for unspecified development projects, but the city's right in this area is now limited to properties on Van Horne St. and in the triangle between de l'Épée and Van Horne Aves. and the CP Rail yard.

### Would include city core

The bylaw amendment would expand the city's right to expropriate for development purposes to include the downtown core. Roughly, this area runs from Rockland Ave. to Hutchison St. and from the rail yard to Bernard Ave.

But Beauregard said Tuesday in an interview that the city may drop the proposed amendment if it decides not to expropriate the triplexes. The council probably will decide on both matters within the next few weeks, he said.

— Debbie Parkes

# Triplex fire brings call for inquiry

For the second time, an Outremont opposition councillor has called for an investigation of the city's fire department.

But Mayor Jérôme Choquette has dismissed Gérard Pelletier's request as a red herring.

Pelletier called for an investigation following last week's fire of five triplex units on Outremont Ave. About 30 people were left homeless by the blaze.

"The questions we have to ask ourselves right now are: Do we have the best way of intervening in fires and do we have enough firefighters?" he said in an interview.

## Request 'ridiculous'

But Choquette said Pelletier's request is ridiculous.

The fire department's handling of last week's fire is proof the department is efficient, he said in an interview yesterday.

"It responded very well to the fire on Outremont Ave.

"Obviously there were damages, but these were not avoidable under any circumstances."

This is the second time Pelletier has called the city's firefighting abilities into question.

In March, he asked for an investigation into a fire that destroyed 20 triplex units on de l'Épée Ave.

Despite a petition signed by about 1,700 residents, Choquette turned that request down too.

## Spread quickly

Pelletier said it's one thing for a fire to start; it's another for it to spread so quickly to other units.

"Are 25 people going to end up on the sidewalk each time there's a fire in Outremont?" he asked.

Pelletier said the city should have an intermunicipal firefighting agreement with Montreal.

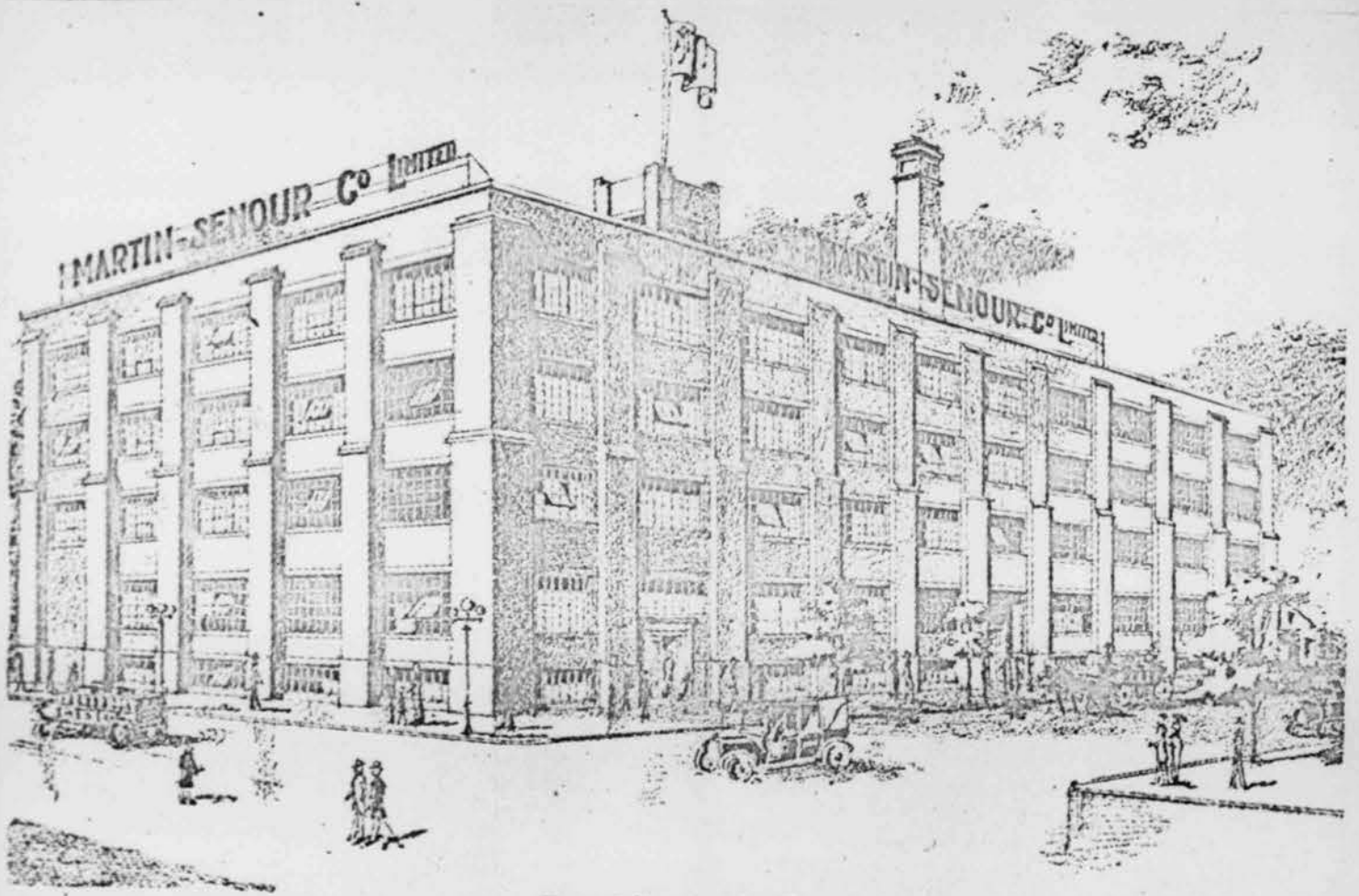
Herman Huot, information officer with the fire prevention services of the Municipal Affairs Department, said his office is prepared to investigate in Outremont, but only if the city makes the request.

"The request has to come in the form of a city council resolution."

That way, the department's director of fire-prevention services has some guarantee his report will be needed, Huot said.

— Debbie Parkes





Montreal Manufacturing Plant of  
**The MARTIN SENOUR Co.**  
LIMITED  
PRODUCERS OF PAINTS AND VARNISHES  
CHICAGO MONTREAL WINNIPEG  
HALIFAX LINCOLN TORONTO  
Beaumont and Greenshields Aves.

1915

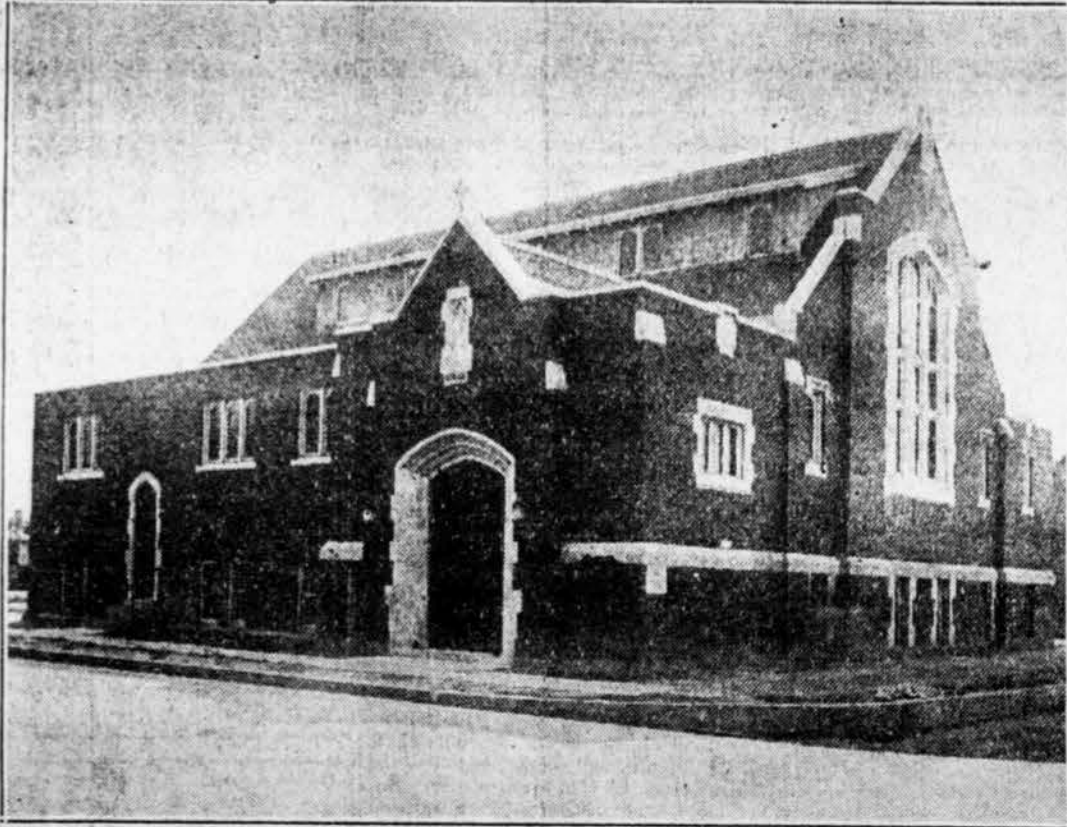
P 355

V-3005.2-22





## LIVINGSTONE PRESBYTERIAN CHURCH

*Gazette 15 Janv. 1938*

Livingstone Presbyterian Church will celebrate its 28th anniversary tomorrow. The opening services in their original place of worship were held on January 2, 1910, when the late Rev. Dr. R. W. Dickie preached the dedicatory sermon. In those days the congregation was assisted greatly by Crescent Street Presbyterian Church. It was the late Robert Munro, a leading elder of that congregation, who suggested the name Livingstone for the new church. The Rev. Dr. W. D. Reid, who preached a sermon on the second Sunday of the opening celebration, will preach at the service tomorrow

morning when the congregation marks its entering the 28th year. In the evening Rev. Edwin Rion, of Westminster Seminary, Philadelphia, Pa., will be the special preacher. Rev. J. McNeill, who has been minister of Livingstone Presbyterian Church for the past ten years, will conduct both services.

The present new church building at de l'Epée and Jean Talon streets was built by the minority continuing Presbyterians of the old Livingstone congregation and the Church now has a membership of 400. Rev. W. F. McConnell, then a student in theology, conducted the services

during the first period of Livingstone Church and he was followed by Rev. John Pate. In 1912 Rev. Allan S. Reid, now secretary of the Montreal and Ottawa Synod, was appointed to the church and built up the organizations of the congregation during the next nine years of his ministry there. In 1921 Rev. R. K. Fairbairn became minister of Livingstone Church.

The church on de l'Epée street was dedicated by Rev. Dr. George H. Donald. The opening services in this building were conducted by Rev. Dr. Malcolm Campbell and the late Rev. Dr. J. G. Potter.

Recently elected elders of the Livingstone Presbyterian Church Session, Park Extension, will be ordained in the above church tomorrow morning by Rev. C. Ritchie Bell, who will also preach the sermon on "The Eldership of the Presbyterian Church in Canada." The form of ordination used will be that of the Church of Scotland. In the evening the minister of Livingstone Church, Rev. Joseph McNeill, will preach. Mr. McNeill will be the guest preacher in the morning at MacVicar Memorial Church, Outremont. At the latter church the annual service of the Christian Endeavor Societies of the congregation will be held in the evening, the pastor, Rev. Mr. Bell, preaching on "Experts in Goodness."

*Gazette 4 février 1939.*



## Femme gravement brûlée

■ Une femme de 74 ans a subi de graves brûlures dans la nuit de samedi à dimanche au cours d'un incendie au 7233 rue de L'Épée, à Outremont. La femme, dont l'identité n'a pas été dévoilée, repose à l'hôpital Hôtel-Dieu, où son état est jugé critique.

C'est l'intervention d'un jeune camelot qui a permis de sauver la septuagénaire. Le jeune homme s'est en effet précipité dans le logement en feu pour aller chercher la vieille dame, qu'il a fait rouler dans la neige pour éteindre les flammes qui dévoraient ses vêtements.



## **EXPLOSION: DEUX PERSONNES BLESSÉES**

(M.S.) — Une explosion d'origine toujours inconnue a déclenché un incendie qui a nécessité deux alertes et causé des blessures à deux personnes, dans un triplex situé au 7229-31-33 avenue De l'Épée.

L'incendie qui s'est déclaré vers quatre heures, hier matin, a causé des dommages considérés comme légers mais une femme de 74 ans, qui habitait au rez-de-chaussée de l'immeuble où l'explosion a eu lieu, a subi des brûlures qui ont forcé les ambulanciers à la trans-

porter à l'Hôtel-Dieu où elle est traitée au département des grands brûlés.

Un homme, âgé de 54 ans, a aussi subi des brûlures mais, d'après les enquêteurs, son cas semble moins grave.

Il a fallu un peu plus d'une heure aux pompiers pour maîtriser les flammes.

Les enquêteurs ont éliminé le gaz naturel en tant que source possible de l'explosion puisque ce combustible n'était pas utilisé par les résidents du triplex. L'enquête se poursuit pour déterminer l'origine de la conflagration.



Photo André BONIN

Un incendie causé par une explosion d'origine inconnue a nécessité deux alertes, dans un immeuble de l'avenue De l'Épée.

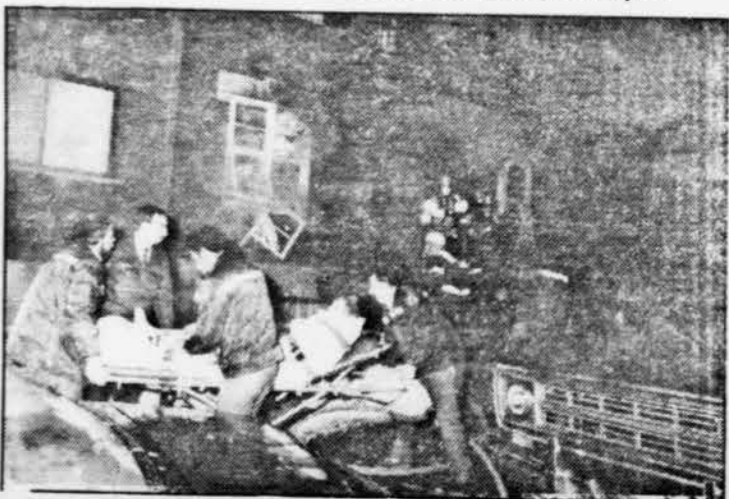


Photo André BONIN

Une femme, âgée de 74 ans, a dû être transportée à l'Hôtel-Dieu pour y être traitée au département des grands brûlés.



# Five more English Catholic schools may be shut

By KAREN SEIDMAN  
of The Gazette

As many as five English schools may be closed by the Montreal Catholic School Commission (MCSC) next fall because of declining enrolment and the need to save money.

Michael Macchiagodena, assistant director general of the MCSC, told *The Gazette* yesterday that four

elementary schools and one junior high school are scheduled to be closed "because they are underutilized buildings."

Commission officials are meeting with parents this month to discuss the possible closings and commissioners will make their final decision at a meeting on Dec. 17.

"If our drop in population continues we have to save some money,"

Macchiagodena said in an interview.

The board's English-speaking enrolment has plummeted to 14,700 this year from 44,000 in 1976.

The schools on the commission's "hit list" are: John Caboto in the north end, John XXIII in the west end, Mother Seton in Park Extension, St. Brendan in Rosemount and Msgr. Harold Doran junior high in the east end.

Last year the board closed four English elementary schools.

Mina Cipriani, chairman of the English sector parents' co-ordinating committee, said parents plan to fight the proposed closings.

"Parents are always upset when a neighborhood school might close, but there are some parents who are worried about where we're going to get the money to maintain services in

the English sector if we don't close the schools," she said.

"All of these schools have fewer than 200 students in them but they can hold as many as 700."

In the case of two of the elementary schools — John XXIII and John Caboto — children would face long bus rides to attend another English school, she said.

"These buildings cost the board a

lot of money for personnel and maintenance," Macchiagodena said.

"By saving the money we can maintain quality services to our clientele."

At John Caboto, for example, the school's capacity is 550 but the forecast for next fall's enrolment is 169. It's a similar situation at St. Brendan where the capacity is 575 but the forecast for next year is 139.

# School-closing threat infuriates parents

By KAREN SEIDMAN  
of The Gazette

Angry parents who are fighting the possible closing of a north-end elementary school are threatening to pull their children out of the Montreal Catholic School Commission (MCSC) and place them in the Protestant School Board of Greater Montreal (PSBGM).

"We're fed up with the MCSC and more than 40 of our parents have

signed a paper saying if the school is closed they'll move their children to the PSBGM," said Emma Lombardi, president of the John Caboto School Committee.

"We're scared that our children will constantly be transferred and we wonder how many times they'll have changed schools by the time they reach Grade 6," she told *The Gazette*.

Five English schools may be closed by the MCSC next fall because

of declining enrolment and the need to save money.

John Caboto elementary school has a capacity of 550, but the forecast for next fall's enrolment is 169.

Michael Macchiagodena, assistant director-general of the board, said he would be disappointed if the parents removed their children from the board, adding that "if an English Catholic school system is to exist here it depends on the support of

English Catholic parents."

And he said that a PSBGM school could not replace a Catholic school.

"There is a Catholic climate in our schools, Catholic doctrines and beliefs permeate the whole school in our system," he said.

He pointed out that the PSBGM has also been forced to shut English schools in recent years.

The MCSC's English sector enrolment has plummeted to 14,700 this year from 44,000 in 1976.

But Lombardi said parents are worried about transportation and the possible uprooting of their children.

She said the board's policy that students in Grade 5 and 6 living more than a mile from their school use public transportation (which the board subsidizes) is unacceptable.

"It's dangerous for 11- and 12-year-olds to be alone on the streets," Lombardi said.

The PSBGM's policy is that students in Grades 4, 5 and 6 who choose a school not designated for them use a subsidized city bus pass to travel to school.



## Des parents s'opposent à la fermeture de quatre écoles anglaises de la CÉCM

MARLENE BERTHAULT

■ Quelque 300 parents d'enfants fréquentant quatre écoles anglaises que la CÉCM projette de fermer en septembre 1987, se sont présentés hier soir au siège de la Commission scolaire pour appuyer leurs comités respectifs et tenter d'infléchir les commissaires.

Les écoles dont le sort dépend de la décision que prendront les commissaires mercredi prochain sont : Mother Seton, sur l'avenue de l'Épée ; Saint Bredan dans le quartier Rosemont ; John XXIII dans la paroisse Saint-Raymond du quartier Notre-Dame de Grâce ; et John Caboto au nord du boulevard Métropolitain, près du boulevard Saint-Laurent.

Dans tous les cas les parents ont annoncé qu'ils sont prêts à se battre pour que leurs écoles restent ouvertes. Chaque comité d'école a présenté aux commissaires de la CÉCM un mémoire exposant les raisons diverses qui font qu'aux yeux des parents ces écoles sont essentielles. Dans tous les cas se pose le problème géographique qui amènerait automatiquement les élèves à se déplacer par autobus sur des distances parfois assez longues. Il s'agit aussi d'écoles qui desservent des enclaves, des quartiers plus ou moins isolés entre des voies ferrées, par exemple, comme c'est le cas de l'école John XXIII.

Ce sont principalement des raisons financières qui poussent la CÉCM à envisager ces fermetures. Mais dans au moins un cas, l'école John Caboto, les parents ont été clairs et fermes : ils sont prêts à payer une certaine somme d'argent (certains ont parlé de \$70 par enfant) pour que cette école reste ouverte. Et, en plus, ils envisagent des moyens de pression pour gagner leur point.

Interrogé après les représentations des parents, l'adjoint au directeur général de la CÉCM pour

le secteur anglais, M. Michael Macchiagodena, a déclaré qu'on ne devrait pas ainsi chaque année remettre en question l'existence des écoles. En plus de l'insécurité que cela provoque, les parents dépensent des énergies qu'ils aimeraient mieux consacrer à l'éducation et à la collaboration avec la CÉCM. Par ailleurs M. Macchiagodena a souligné que la qualité de l'enseignement n'est pas en cause dans cette histoire puisque « les élèves reçoivent une meilleure éducation et qu'ils ont de meilleurs résultats que dans le secteur francophone ». Il a toutefois ajouté qu'il ignorait la cause de ce fait.

# La CÉCM décide de maintenir ouvertes quatre écoles primaires anglophones

ANDRÉ PRATTE

■ Cédant aux pressions des parents de quatre écoles primaires anglaises, les commissaires de la Commission des écoles catholiques de Montréal ont rejeté hier soir la proposition de leurs fonctionnaires de fermer ces écoles l'an prochain par mesure d'économie.

Le responsable du secteur anglais de la commission M. Michael Macchiagodena a admis que cette décision des commissaires le forcerait à faire des coupures de budget additionnelles, au-delà des \$500 000 déjà prévus, qui pourraient toucher les services fournis aux élèves.

Ces coupures additionnelles seront d'au moins \$165 000, ce dans l'hypothèse où les commissaires accepteraient en janvier d'annexer à d'autres écoles celles qu'ils n'ont pas voulu fermer.

Dans les milieux scolaires montréalais, plusieurs s'atten-

daient à cette décision des commissaires à l'approche des élections scolaires de l'automne prochain.

Le commissaire Benoit Hubert, du quartier no. 1, a cependant nié que des raisons électorales soient à l'origine de son opposition à la fermeture de l'école John XXIII, située dans son quartier.

« J'ai déjà fermé des écoles en année électorale, ça ne me dérange pas ».

M. Hubert a souligné que certains élèves de cinquième et sixième années auraient dû pour se rendre à leur nouvelle école prendre un autobus, le métro, un autre autobus, et enfin traverser une rue achalandée.

Le commissaire a affirmé que les raisons politiques ne comptent que pour 15 p. cent dans sa prise de position :

« C'est la seule école anglaise pour un territoire de 20 000 personnes, comment vais-je pouvoir rejoindre ces parents si l'école est fermée ? »

Les écoles primaires Mother Se-

ton, St. Brendan, John XXIII et John Caboto resteront donc ouvertes l'an prochain.

Les commissaires ont par contre approuvé la fermeture l'an prochain de deux écoles françaises et d'une école secondaire anglaise où les comités de parents se sont résignés à la fermeture.

Ainsi, l'école secondaire L'Assomption, située sur la rue Bellechasse, sera fermée. D'une capacité de 625 élèves, l'école n'en compte plus que 184. L'an prochain, ceux-ci seront envoyés à d'autres écoles. Économie : \$250 000.

L'annexe de l'école primaire Jean-Nicolet dans le nord de la ville sera fermée, et les enfants iront à l'école elle-même, située juste à côté.

Enfin, une école secondaire d'accueil pour immigrants, l'école Nouveau-Monde, fermera aussi ses portes en juillet prochain, et sa clientèle sera dirigée dans des classes d'accueil situées dans des écoles régulières.

Entretemps hier soir, les com-

missaires de la Commission des écoles protestantes du Grand-Montréal (CÉPGM) étaient réunis pour décider du sort de sept écoles anglaises. En fin de soirée ils avaient voté pour la fermeture des écoles Glencoe et Guy-Drummond, et contre celle de l'école Bedford. Cette dernière pourrait être divisée en deux l'an prochain : une école française et une école anglaise.

Parmi les écoles anglaises fermées par la commission protestante, certaines pourraient ouvrir comme écoles françaises. On sait qu'au cours des dernières années, le secteur français de la CÉPGM a su s'attirer de nombreux francophones, aux dépens de la CÉCM.

Par contre, d'autres écoles anglaises devront sans doute être fermées du côté protestant et du côté catholique au cours des deux ou trois prochaines années. Le nombre d'élèves anglophones doit en effet continuer de baisser, les effets de la loi 101, des migrations vers les banlieues et de la dénatalité se faisant encore sentir.

# PSBGM axing five schools, two reprieved

By KAREN SEIDMAN and DAVID LORD  
of The Gazette

The axe fell on five English schools of the Protestant School Board of Greater Montreal (PSBGM) last night, including some of the last English elementary schools in their communities. Two English schools, Bedford in Côte des Neiges and Argyle Academy in Verdun, were given a one-year reprieve.

In the case of Bedford, the board bowed to pressure from parents to convert it into a school housing French and English students.

The Protestant board's action was in contrast with that of the Montreal Catholic School Commission.

## Overwhelming vote

Faced with the possibility of saving an estimated \$575,000 a year by shutting down five neighborhood schools, the MCSC voted overwhelmingly last night to keep open four of the schools slated for closing.

The decision came as the board tried to wrestle with what one commissioner called the English Catholic sector's "catastrophic" funding problem caused by the continuing decline in English-language school enrolment.

The board could lose \$1 million in provincial funding for the next school year because of declining enrolment.

At the PSBGM, there were tears from parents and students when commissioners voted to close the five schools — Glencoe, Guy Drummond, Lorne and Maple Hill elementary schools and Malcolm Campbell High School.

In Glencoe and Malcolm Campbell, the city's north end lost its last two English Protestant schools.

## Parents bitter

Parents representing Glencoe were especially bitter and vowed to take the board to court.

"This means 127 students will go to Catholic boards next year. The PSBGM won't have our children," said Richard Faille, president of the Glencoe school committee.

Faille's son Gregory, 6, cried and clutched his father when the decision was made.

"Sure he's upset," said Faille. "He's going to have to change

schools and leave some friends behind.

"This system is a joke and we're going to take it before the courts," he added.

Commissioner Winifred Potter said it was unfair to eliminate all the schools in the north part of the city.

"It's not our right as a school board to impose demographic changes on a neighborhood," she said.

Director general Joe Rabinovitch told reporters there will continue to be a viable English Protestant school board, although he said more schools will have to close.

"It might not seem viable in terms of numbers, but it will be a viable board in that it will have elementary and high schools that will serve the community," he said.

The vote on Maple Hill School resulted in a tie broken by board chairman Allan Butler, who voted to close the school.

In an opening statement, Butler told 300 parents who gathered for the meeting at Westmount High School that the board's main consideration "is whether or not the school can continue to offer a sound education."

Tom Blacklock, chief planning officer and chairman of the long-range

planning committee, told the crowd that there has been an incredible decline in enrolment and that schools have to be closed and possibly reopened as French schools.

The board has 32,000 students this year, compared with 65,000 in 1972-73.

As commissioners voted to keep the first school on the hit list — Bedford — open, Commissioner Kenneth Watkins appealed to board members to close the school.

He said keeping schools open puts the system deeper in debt.

"These are hard decisions but they have to be made; otherwise the whole system will collapse."

Keeping Argyle Academy open will cost the board \$440,500 in the next school year.

Parents and students of the school, which emphasizes academics and physical education, carried balloons that said "Save Argyle."

Parents applauded and shouted "Merry Christmas" as the MCSC voted to keep primary schools John XXIII, Mother Seton, John Caboto and St. Brendan open.

"We fought them really hard for this one," said Deborah Smith, chairman of a committee of Park Extension parents with children in Mother Seton school on de l'Épée Ave.

Although Mother Seton was built for 400 students, enrolment has fallen to 123 students this year from 170 in 1983-84.

Closing Mother Seton and sending its students to Holy Mother School on Lajeunesse St. would have saved the board an estimated \$47,000 a year.

Echoing the arguments of other parents groups, Smith said after the vote: "We're special because we're small. We're in an ethnic community. It's a struggle just to keep your identity when you're an English Catholic there. And when we go, the whole thing will go with us. There will be nobody left."

There was no saving Monsignor Harold Doran junior high school on Arcand St. in the city's east end, where parents' opposition to the closing was minimal.

Board officials have recommended that Harold Doran students be sent to Vincent Massey High School on 27th Ave. in Rosemount for the 1987-88 year. Enrolment at Harold Doran was expected to drop to 180 for the next school year from 314 students in 1983.

Shutting down the school is expected to save the board about \$200,000 a year.

The commission also voted to close three French-language schools, Jean Nicolet annex in the north end and Nouveau Monde and l'Assomption high schools in the east end.



# School closings anger parents, students

By KAREN SEIDMAN  
of The Gazette

Grade 10 student Athena Tzougrakis started her high school education in Mount Royal High, continued it in Malcolm Campbell and will finish it in yet another school.

Every school she's attended has closed and she's fed up.

"I don't know which school I'll go to next year and I don't care," Athena, 16, said yesterday. "The system is so crazy. All I want to do is finish high school and get out."

School board decisions to close six English schools in Montreal have left parents bitter, angry and doubtful about the future for anglophones in the city.

"This provides a dismal outlook for anglophones," said Paulette Nickoletopoulos, president of the Malcolm Campbell school committee, which fought unsuccessfully to save the school.

## Future looks bleak

"One by one, all the (English Protestant) schools on the north island have closed and parents have to send their children further into the city for an education," she said in an interview.

Commissioners of the Protestant School Board of Greater Montreal (PSBGM) and the Montreal Catholic School Commission (MCSC) voted on Wednesday night to close five elementary schools and one high school at the end of next term.

Two PSBGM schools and four MCSC schools on the hit lists were given a one-year reprieve.

While that was good news for parents and students, it wasn't so good for school board administrators who need the money that would be saved by closing schools to balance their budgets.

Faye Wakeling, a United Church minister who fought to save Lorne School in Point St. Charles, said she is dismayed by the board's emphasis on finances.

"We heard a lot of talk about money at the meeting but we didn't hear much talk about edu-



**ATHENA TZOUGRAKIS**  
'System is crazy'

cational needs," she said.

But PSBGM director-general Joe Rabinovitch said no English communities are threatened because of the board's open boundary policy.

The PSBGM saved about \$1 million by closing Glencoe, Maple Hill, Lorne and Guy Drummond elementary schools and Malcolm Campbell high. However, it lost almost \$450,000 when commissioners voted to keep Argyle Academy in Verdun. The other school that was saved was Bedford in Côte des Neiges.

"We're disappointed so many schools were kept open because now we still have to scamper for funds," said Michael Macchiagodena, assistant director-general of the MCSC.

The English sector of the board expects to lose \$1 million next year because its enrolment, now 14,700, will drop by 2,000 to 3,000 students.

## Annexing schools

Macchiagodena said the board is considering annexing six schools, which means that one principal would work for two schools. This would save the board about \$200,000.

In addition to the annexations, Macchiagodena said that services such as guidance, psychology, speech therapy and even the purchase of textbooks will have to be trimmed.

The MCSC voted to keep primary schools John XXIII, Mother Seton, John Caboto and St. Brendan open. Monsignor Harold Doran junior high was closed, a decision that was supported by most parents.



# Three schools saved by sharing staff

By ELOISE MORIN  
of The Gazette

Three English Catholic elementary schools will be twinned with other schools in a last-ditch effort to keep them open.

The Montreal Catholic School Commission (MCSC) also approved a motion at its meeting last night to go to the Quebec government for financial aid to help save other small neighborhood schools.

After a heated, hour-long debate, commissioners voted 9-5 in favor of allowing John Caboto, 8955 Meunier St., John XXIII, 1000 Old Orchard St., and St. Brendan, 5937 Rosemount Ave., to share a principal, a secretary and one member of the teaching staff assigned as assistant to the principal, with three other elementary schools.

John Caboto will be twinned with Canadian Martyrs, 10125 Parthenais St., John XXIII with St. John Bosco, 6255 Hamilton St., and St. Brendan with St. Edmund of Canterbury, 6650 Rosemount Ave.

The move will permit about 450 students attending the three schools, formerly slated for closing, to remain in their familiar environment while allowing the MCSC's English sector to save \$225,000, Michael Macchiagodena, the MCSC's assistant director general, said in an interview.

"It's a last-ditch effort to keep the schools open," Macchiagodena said, "while at the same time guaranteeing the fact the English sector meets its financial responsibilities without jeopardizing the academic success of our students."

Because of declining enrolment the MCSC would be forced to cut between \$800,000 to \$1 million from its English sector budget for 1987-88, he said.

William Neuheimer, president of the Association of Catholic Principals of Montreal (ACPM) was not pleased with the decision, which means that three members of the ACPM will lose their jobs.

"It's not going to solve the problems of small schools," he said outside the meeting.

The board should have merged each pair of schools into one big school, Neuheimer said.

Such a move would have been against the wishes of students attending the schools and parents, who want to maintain separate parents' committees, Macchiagodena said.

The commissioners unani-

mously approved another motion to ask the Education Department for \$90,000 in additional subsidies to keep John Caboto, John XXIII as well as Mother Seton, 8000 de l'Épée Ave., elementary schools open.

"These are among the last of the neighborhood schools," Macchiagodena said.

"You don't have to worry about children crossing a busy intersection to get to these schools."

At the beginning of the meeting MCSC chairman Michel Pallascio refused to comment on recent reports that school nurses were allowing adolescent female students to have therapeutic abortions without the consent of parents or school principal.

Pallascio said the question had been submitted to the MCSC's lawyers for an opinion.